

Proche-Orient

Le 5 octobre, de sanglantes hostilités éclataient dans le désert du Sinaï et sur les hauteurs du Golan, montrant bien que, depuis un quart de siècle, il ne s'était produit aucun progrès réel vers le règlement du conflit israélo-arabe. L'acharnement des combats et la puissance destructrice de l'arsenal utilisé ont bouleversé la communauté mondiale déjà angoissée à l'idée de voir les superpuissances entraînées plus avant dans le conflit. Deux semaines de combats devaient s'écouler avant que les États-Unis et l'Union soviétique soient en mesure de coparrainer une résolution du Conseil de sécurité réclamant un cessez-le-feu.

Pour désengager les combattants, une Force d'urgence des Nations Unies était constituée selon un dispositif novateur et important en vertu duquel le Conseil de sécurité était directement responsable des opérations. La FUNU I, retirée en 1967, avait relevé de l'Assemblée générale.

Crise du pétrole

Durant la guerre au Proche-Orient, la crise du pétrole ravivait l'anxiété d'un monde déjà inquiet à l'idée d'une insuffisance des approvisionnements. Pour exercer une plus forte pression politique, les États arabes producteurs de pétrole (à la tête desquels sembla rapidement se placer l'Arabie Saoudite) annonçaient une série de réductions sélectives de leurs fournitures de pétrole ainsi que la mise en quarantaine de certains pays, notamment les États-Unis. Si la nature exacte du boycottage demeurerait plus ou moins une énigme, ses incidences ne firent pas de doute. Le prix du pétrole monta en flèche (il grimpait déjà à un rythme soutenu même avant la guerre du Proche-Orient) et tripla presque sur le marché inter-

national en quelques mois, ce qui aggrava considérablement les taux d'inflation déjà élevés dans les pays industrialisés et entraîna une hausse aiguë du prix des autres sources d'énergie, de l'uranium au charbon.

A la lumière de ces événements, l'Europe occidentale, le Japon et, à un moindre degré, les États-Unis, virent sans plaisir combien ils devaient compter sur l'extérieur pour leur approvisionnement en énergie. Ils entreprirent aussitôt une exploration fébrile en vue de trouver des sources de pétrole "sûres" ainsi que d'autres moyens de produire de l'énergie. Quant aux États arabes producteurs de pétrole et aux autres grands exportateurs de pétrole, ils n'eurent qu'à se féliciter de la situation nouvelle, qui rehaussait singulièrement leur puissance politico-économique. Par contre, les pays en voie de développement non producteurs de pétrole connurent un recul économique majeur, leurs sorties de devises pour l'importation de carburant devant passer d'environ cinq milliards de dollars à plus de 15 milliards par an. En somme, les importations de pétrole de nombreux pays en voie de développement allaient leur coûter en devises étrangères un montant supérieur à celui des fonds d'aide prévus pour leur développement, et ceci à une époque où la plupart des États donateurs étaient peu enclins à relever le niveau de leurs contributions.

Europe

La crise énergétique et la préoccupation de chaque État membre de sauvegarder ses propres sources d'approvisionnement en pétrole aggravèrent la tension au sein de la Communauté atlantique, surtout entre les États-Unis et leurs alliés européens. La Grande-Bretagne, le Danemark et

l'Irlande devenaient membres de la Communauté économique européenne au début de l'année, mais cette transformation si longtemps attendue n'allait pas, on s'en rendit vite compte, accélérer dans l'immédiat l'évolution vers la cohésion économique et politique. Il ne fallait guère s'y attendre, d'ailleurs, puisque tout changement international de cette envergure est de nature à soulever de nouvelles questions. Autrement surprenant a été l'effet, sur les relations transatlantiques, des négociations laborieuses menées au sein de la CEE en vue d'un accord sur des questions touchant l'Alliance dans son ensemble. Les tensions existantes se sont aggravées avec le déclenchement de la guerre au Proche-Orient. Un certain nombre d'États membres de la CEE craignaient de voir les deux superpuissances trancher, sans consultations suffisantes, des questions vitales intéressant l'avenir de l'Europe. En fin de compte, les pourparlers que les États-Unis avaient amorcés pour resserrer les liens de la solidarité occidentale n'aboutissaient à un accord qu'en juin 1974.

Par ailleurs, on a progressé de façon soutenue vers une solution des questions qui, pendant un quart de siècle de guerre froide, avaient divisé l'Europe en deux blocs hostiles. D'une part les discussions entre les États-Unis et l'URSS permettaient aux deux superpuissances de mieux se comprendre et, d'autre part, des initiatives comme l'*Ostpolitik* de l'Allemagne de l'Ouest avaient aplani bon nombre des problèmes les plus épineux de l'Europe centrale. Ces réalisations et d'autres encore marquent collectivement un progrès remarquable dans la lente et difficile création du climat de compréhension